

Les élections présidentielles de 2014 à El Salvador : les défis de la continuité

Salvador Sánchez Cerén, nouveau Président élu d'El Salvador, a pris ses fonctions le 1^{er} juin 2014. Dans un contexte d'importante polarisation et malgré ses résultats très serrés, l'élection présidentielle du 9 mars 2014 s'inscrit dans la continuité de celle de 2009, en portant à la tête de l'Etat le candidat du FMLN (gauche) et vice-président du gouvernement de Mauricio Funes. En remportant 50,11% des votes face au candidat du parti ARENA (droite), Norman Quijano, et en réussissant à se faire réélire après ses premières cinq années au pouvoir, le FMLN conforte durablement sa légitimité en tant qu'acteur politique capable de gouverner, et rend compte, s'il restait encore un doute, de l'aboutissement de sa transformation en tant que parti. Ceci d'autant plus que le président élu est un ancien cadre de la guérilla.

Il est cependant important de noter que cette victoire n'allait pas du tout de soi, l'élection s'étant jouée à deux tours (ce qui n'arrivait pas depuis 1994). Le FMLN ne réussit à atteindre que 48,93% des voix le 2 février 2014 (il est nécessaire d'obtenir 50% des votes pour être élu au premier tour à El Salvador). L'écart de plus de dix points avec le parti ARENA (qui a obtenu 38,96%) lors de ce premier scrutin, laissait présager une victoire plus facile pour le FMLN, mais la différence entre les deux partis au deuxième tour n'a été que de 0,22%. L'ancien parti de droite sort quand même très affaibli de cette bataille électorale. Retour sur les enjeux d'une campagne accidentée.

Bilan du premier mandat du FMLN : 2009-2014

L'élection de 2009 marque un tournant dans l'histoire d'El Salvador. En effet, il s'agit d'une élection décisive, car suite à l'échec de l'ARENA face au FMLN, a lieu la première alternance au pouvoir depuis la signature des accords de paix en 1992. Ainsi, après autant d'années dans l'opposition, se posait la question du rôle du FMLN en tant que parti au pouvoir. En effet, l'absence d'expérience de ce parti dans la gestion gouvernementale au niveau national et divers conflits internes laissaient planer des doutes quant à sa capacité à gouverner. Après cinq ans, le bilan semble plutôt positif, même si les problèmes de violence et d'inégalités sociales persistent.

Comme le confirment les résultats des élections, la société salvadorienne est toujours polarisée. Les Accords de paix ont été le résultat d'une sortie politique négociée : les deux forces politiques en lutte, les forces armées salvadoriennes et le FMLN, se sont mises d'accord « pour enquêter sur les graves événements de violence survenus depuis 1980, dont les séquelles sur la société soulignent l'urgence majeure de rendre publique la vérité »¹. Cette sortie négociée articule

¹ Nations Unies, « Au-delà de l'impunité » (Article 5 des Accords de Paix de Chapultepec) dans *Acuerdos de El Salvador : En el camino de la paz* (DPI/1208, julio de 1992)

encore la société post-guerre. Tout se passe comme si, de la polarisation armée, on était passé à la polarisation électorale. Le bipartisme historique reflète cette conjoncture, ainsi que les différents résultats des élections. Comment se sont déroulées ces premières années de gouvernement *frentista*?

Parmi les critiques les plus importantes faites au gouvernement de M. Funes, la situation de violence et les problèmes d'ordre économique ont été les plus discutés pendant la campagne. En ce qui concerne la violence, la persistance d'importants taux de criminalité et de violence, liés à la non résolution de la question des *maras* (gangs transnationaux de jeunes associés à des réseaux de criminalité), entre autres, dépeint un panorama plutôt sombre de la société salvadorienne. Ainsi, malgré des tentatives de solutions négociées avec les gangs sous la forme d'une « trêve » (voir plus loin), le nombre d'homicides est paradoxalement en progression : il était de 193 morts en janvier 2013, et de 230 en janvier 2014². Ni les « disparitions » ni les extorsions des petits et moyens commerçants n'ont diminué³.

D'autre part, en ce qui concerne la question économique, la crise fiscale affecte profondément le gouvernement. Contrairement à ce qu'affirment ses détracteurs, elle n'est pas le produit de dépenses excessives, mais plutôt de rentrées insuffisantes. Trois raisons principales peuvent être évoquées : a) l'évasion fiscale qui s'élève à 33%⁴; b) les niches fiscales, favorisées par au moins 26 normes différentes ; et c) le mécanisme de collecte des impôts, qui désavantage la classe salariée. En effet, les salaires, qui correspondent à 25% du PIB, représentent 82% des impôts collectés par le gouvernement, tandis que les entrepreneurs n'apportent que 18%, alors que leurs gains s'élèvent à 60% du PIB⁵. Cela aggrave les questions des inégalités sociales, sans compter la question de la pauvreté et du chômage.

Une importante partie des 6,2 millions d'habitants d'El Salvador vit dans la pauvreté, même si l'indicateur est en baisse: en 2008, le taux de pauvreté au niveau national était de 40%; en 2012, il est de 34%. Quant au chômage en 2009, le taux était de 7.3%; en 2012, il était de 6.1%. Les indicateurs sont donc restés relativement stables. Le taux de croissance n'a été que de 1,7% en 2013, soit un des plus bas de la région latino-américaine. Par ailleurs, un plan d'austérité a dû être mis en place à partir de 2012 afin de limiter les dépenses gouvernementales. Cependant, certaines des promesses de M. Funes concernant la création de 100 000 emplois sont tout de même remplies. En septembre 2013, 89 000 nouveaux emplois avaient été créés. Le bilan socio-économique du gouvernement est donc mitigé⁶.

Malgré ces difficultés, l'administration de M. Funes reçoit une évaluation positive⁷. Ceci est essentiellement dû à la mise en place des programmes sociaux⁸, qui ciblent des individus et des

² Journal *La Prensa Gráfica*. Édition du 10/05/2014

³ OEA, Atelier (lors du premier tour des élections) portant sur la situation sociopolitique du pays.

⁴ L'évasion fiscale se mesure en comparant le montant réel payé en impôt par un contribuable (individu ou compagnie) selon ses revenus à ce que le même contribuable devrait payer selon la loi. Par exemple, les paradis fiscaux favoriseraient fortement l'évasion.

⁵ Freedman, Elaine, « Ha sido un fracaso económico el gobierno del FMLN? » (Entrevue avec l'économiste César Villalona), *Revista Envío*, n. 378, septembre 2013

⁶ *Idem*.

⁷ Selon des sondages d'opinion menés par la maison d'édition Mitofsky dans plusieurs pays de l'Amérique latine. En 2103, Mauricio Funes reçoit 64% d'approbation. <http://www.forbes.com.mx/sites/los-10-mandatarios-mas-populares-de-america-latina/>

familles en situation de pauvreté. Parmi ceux-ci, la remise de fournitures scolaires à plus d'1,3 millions d'enfants à partir de 2009 a eu beaucoup de succès⁹. Le programme *Ciudad Mujer* (Ville Femme), qui a conduit à la création de 4 centres entièrement dédiés à des services publics pour les femmes¹⁰ (santé générale, santé sexuelle, prévention de violences faites aux femmes, formations professionnelles, petite enfance) a lui aussi, est considéré comme un apport positif du gouvernement. Selon les sondages menés par IUDOP, les promesses ont été tenues et sont évaluées de manière positive dans le secteur du logement, de la santé publique et de l'éducation¹¹. Toutefois, il est important de souligner que s'il est vrai que ceux-ci contribuent à l'amélioration des conditions de vie des plus démunis, la continuité de ces programmes dans le temps n'est pas assurée. La dette publique, qui a atteint des records historiques en 2013 (elle représente 60% du PIB) représente un défi de taille pour le prochain gouvernement¹². Par ailleurs, certaines études démontrent que les programmes sociaux n'échappent pas au clientélisme¹³ et peuvent être détournés à des fins purement électorales.

L'enjeu de la sécurité publique : Retour à une politique répressive (de « *mano dura* ») ou poursuite de la « trêve » ?

Le traitement politique du problème des *maras* a été un des enjeux majeurs de la campagne présidentielle de 2014. En effet, le Parti ARENA s'oppose frontalement à toute négociation du gouvernement, et donc à toute solution politique, avec les principales *maras* du pays, la *Mara Salvatrucha* (MS13) et la *Mara Barrio 18*. L'implication non officiellement reconnue du gouvernement dans la mise en place de discussions avec ces gangs a donc entraîné les foudres de l'opposition.

En effet, ce serait grâce à la médiation politique que les deux *maras* en guerre seraient arrivés en 2012 à une « trêve » qui aurait permis de faire chuter le taux de violence pour la première fois depuis des années. Cependant, la position du FMLN par rapport à ces discussions s'est révélée d'autant plus délicate que le Président Mauricio Funes n'a jamais reconnu officiellement le rôle joué par le gouvernement dans cet accord entre les gangs, et s'est progressivement distancié des solutions négociées. Salvador Sánchez Cerén a donc soigneusement évité le sujet pendant toute sa campagne. L'implication des acteurs politiques dans les négociations est pourtant difficile à nier¹⁴.

En mars 2012, le taux d'homicides passe soudainement de 14 à 5,6 morts par jour en moyenne. Par rapport au premier trimestre de 2011, le nombre de morts violentes diminue de manière spectaculaire de 48,3% pendant la même période de l'année 2012. La diminution de la violence coïncide avec l'annonce par la presse écrite d'une trêve négociée entre les leaders des deux

% et tableau des présidents de l'Amérique latine très populaires

⁸ Le gouvernement de Mauricio Funes met en place huit programmes sociaux : Paquetes escolares, Alimentación Escolar, Vaso de Leche, Paquetes agrícolas, Pensión Básica para Adultos Mayores, Programa de Atención Temporal al Ingreso (PATI), Comunidades Solidarias Rurales y Urbanas, y Ciudad Mujer.

⁹ <http://www.transparenciaactiva.gob.sv/presidente-funes-verifica-entrega-de-paquetes-escolares-en-quezaltepeque/>

¹⁰ <http://www.ciudadmujer.gob.sv/>

¹¹ Estudios centroamericanos, « Editorial : Cuatro años del gobierno de Mauricio Funes », *ECA. Estudios centroamericanos*, n. 733, Abril-Junio 2013, Vol. 68, pp. 119-133

¹² <http://www.laprensagrafica.com/2014/02/19/deuda-publica-alcanza-los-14888-millones>

¹³ http://www.fusades.org/index.php?option=com_k2&view=item&id=982:%C3%82%C2%BFclientelismo-pol%C3%83%C2%ADtico-en-el-salvador?-estudio-de-caso-de-alba-petr%C3%83%C2%B3leos-y-sus-empresas-relacionadas&Itemid=297

¹⁴ <http://www.salanegra.elfaro.net/es/201209/cronicas/9612/>

principaux groupes criminels. Ces chefs de gangs purgeant des peines dans les prisons de sécurité maximale, la participation des autorités publiques est rapidement mise en évidence, puis dénoncée par l'opposition. Celle-ci accuse en effet le gouvernement d'avoir accordé un traitement de faveur aux leaders des gangs en échange de la trêve, et d'avoir mis en place des négociations peu transparentes. Pour sa part, le gouvernement attribue le "succès" dans la réduction du taux de violence au travail ardu des policiers.

La trêve est remise en question par l'opposition mais aussi par différents secteurs de la société. Dans un contexte où seulement les solutions répressives avaient été jusqu'alors privilégiées, cette solution "politique" du problème est controversée. De plus, les résultats de la trêve sont mitigés: si le taux d'homicide baisse de manière importante pendant les premiers mois de son application, le nombre d'extorsions et de disparitions reste stable. Les chantages envers les habitants et les petites et moyennes entreprises des territoires contrôlés par les différentes *maras* ont même tendance à augmenter, cette modalité étant la principale source de revenus des gangs.

Enfin, d'autres acteurs remettent en question la prémisse à la base de la solution adoptée pour résoudre les problèmes de sécurité publique : les *maras* ne sont pas le seul problème qui menace la sécurité au pays. A l'origine des phénomènes de gangs, se trouvent d'autres problèmes structurels comme le narcotrafic, la violence familiale, ou la précarité, qui planent sur les systèmes d'éducation et sur le marché de l'emploi¹⁵. C'est en ce sens que prennent forme certaines critiques d'acteurs soutenant pourtant la trêve depuis ses débuts, par exemple le PNUD. En effet, M. Valent, représentant de l'organisme à El Salvador, insiste sur le rôle joué par les inégalités dans l'émergence de la violence. Conjoncturelle, la trêve des gangs a tendance à occulter d'autres problèmes structurels qui restent sans réponse, comme celui de la réforme fiscale¹⁶.

Le rapport du gouvernement aux *maras* a donc représenté un enjeu central de la campagne électorale, conduisant même certains observateurs à dire que l'élection serait tout particulièrement suivie dans les prisons¹⁷. D'autres questions ont été cependant au cœur des préoccupations des autorités publiques pendant l'élection, comme celles de la mise en place de nouvelles normes.

L'enjeu des nouvelles normes

L'élection présidentielle de 2014 s'est par ailleurs caractérisée par la mise en application d'un nombre important de nouvelles règles. En effet, en plus du Code électoral de 2013¹⁸, une "Loi des partis politiques"¹⁹ et une "Loi spéciale pour l'exercice du vote à l'étranger lors des élections présidentielles"²⁰ ont pris effet à cette occasion. La bonne application de ces nouvelles normes représentait donc à elle seule un enjeu important de l'élection, notamment sur le plan de la coordination institutionnelle et de la compréhension des normes au niveau local.

¹⁵ Vásquez Monzón, Olga, "Entre gritos y silencios. La narrativa de la prensa salvadoreña sobre la tregua entre pandillas », Nueva Sociedad, n. 249, enero-febrero 2014, pp. 86-96

¹⁶ <http://www.elfaro.net/es/201402/noticias/14211>

¹⁷ Voir site de la BBC:

www.bbc.co.uk/mundo/noticias/2014/02/140203_el_salvador_elecciones_presidenciales_segunda_vuelta_tregua_maras_jcps.shtml

¹⁸ Voir Code électoral de 2013 : www.tse.gob.sv/documentos/Elecciones2014/normativasdley/Codigoelectoral.pdf

¹⁹ Voir Loi des partis politiques : www.tse.gob.sv/documentos/Elecciones2014/normativasdley/Leydpartidospoliticos.pdf

²⁰ Voir Loi de vote à l'étranger : www.tse.gob.sv/documentos/Elecciones2014/Voto_desde_exterior/Ley_voto_exterior.pdf

Ainsi, si le nouveau Code électoral²¹ s'inscrit dans la continuité des normes antérieures sous une forme plus unifiée et mieux articulée, l'ensemble des normes introduit des changements importants, telle la généralisation du "vote résidentiel". Jusqu'alors, pour des raisons de sécurité, les bureaux de vote étaient situés au cœur du principal centre urbain de chaque *municipio*, ce qui conduisait de nombreux électeurs à ne pas voter pour des raisons logistiques (distances à parcourir, longues files d'attente). En multipliant les bureaux de vote au sein d'un même *municipio*, l'objectif du "vote résidentiel" était donc d'encourager la participation et de renforcer la proximité. Les expérimentations pilotes des précédentes élections ayant été positives, le principe est étendu à l'ensemble des *municipios* du pays en 2014, avec des résultats mitigés.

Bien que le vote résidentiel n'ait pas impliqué d'incidents violents, contrairement à ce qui était redouté (le Tribunal Supérieur d'Élections (TSE) avait d'ailleurs été accusé de s'être "soumis aux gangs" en plaçant parfois des centres de votation de façon à respecter les territoires contrôlés par les différentes *maras* afin d'éviter la circulation de celles-ci sur les zones adverses²²), celui-ci ne semble pas non plus avoir eu un impact sur le taux de participation. Par ailleurs, le nouveau découpage administratif a aussi impliqué des difficultés pratiques pour les électeurs (méconnaissance du bureau de vote assigné à chaque électeur, erreurs sur le registre électoral) et quelques irrégularités (des dénonciations quant à la répartition arbitraire des électeurs dans certains centres de vote ont pu être relevées). Cependant, malgré l'importance des moyens logistiques requis, le personnel formé par le TSE s'est plutôt bien adapté au nouveau système.

Parmi les autres règles, celle du port d'une carte d'identité en règle (Document Unique d'Identification, DUI), ainsi que les nouvelles procédures de constitution des organes temporaires de vote²³, ont conduit à de nombreuses difficultés logistiques, dues principalement à des retards de membres des bureaux de vote ou à la méconnaissance des conditions d'application des nouvelles règles par les membres de ces bureaux.

Enfin, la possibilité donnée aux Salvadoriens résidant à l'étranger de voter pour la première fois aux élections présidentielles a créé de nombreuses attentes²⁴. En effet, plus de 3 millions de citoyens salvadoriens résident à l'étranger, dont 94,6% aux États-Unis. Certaines villes comme Washington, où sont recensés 500 000 salvadoriens, ou Los Angeles, représentaient donc un enjeu électoral de taille. Les transferts d'argent en provenance de l'étranger (*remesas*) représentant presque 16% du PIB d'El Salvador, la participation aux élections par les citoyens salvadoriens vivant à l'étranger était au cœur de vieux débats et de polémiques depuis de nombreuses années. La procédure mise en place a été celle du « vote postal » ou par correspondance.

Pour pouvoir voter de l'étranger, il était nécessaire de faire une demande pour être inscrit sur les listes électorales en justifiant d'une adresse dans un pays étranger et de disposer un document d'identification en règle. Un « kit de vote » était ensuite envoyé à chaque électeur, qui devait renvoyer les enveloppes avec les bulletins aux bureaux de vote prévus à cet effet à San Salvador, ceci avant le jour de l'élection.

²¹ Ce nouveau Code électoral est promu par le décret législatif numéro 413 du 3 juillet 2013 et publié au Journal officiel le 26 juillet 2013.

²² Voir La Prensa Grafica : www.laprensagrafica.com/2014/02/01/pandillas-obligan-al-tse-a-sectorizar-centros-votacion

²³ Il est possible d'identifier trois niveaux : Junta Electoral Departamental (JED), Junta Electoral Municipal, Junta Receptora de Voto, Junta Receptora de Voto en el Exterior.

²⁴ Décret 273 du 8 février 2013

Contrairement aux attentes du TSE, qui comptait sur plus de 60 000 votes en 2014, le nombre d'inscrits sur les listes électorales de citoyens à l'étranger n'a pas dépassé les 10 500 personnes. Sur celles-ci, seulement 2 729 personnes ont voté au premier tour, et 2706 au deuxième²⁵. Parmi les raisons évoquées pour expliquer cette faible mobilisation des électeurs à l'étranger, les délais très courts pour s'inscrire sur les listes électorales et la complexité des démarches à réaliser ont été évoquées²⁶. Le vote à l'étranger s'est majoritairement prononcé pour le FMLN (1157 votes au premier tour, 1480 au deuxième).

Cependant, les Salvadoriens à l'étranger n'ont pas été les seuls à voter pour la première fois pendant l'élection de 2014. En effet, la possibilité a aussi été ouverte aux policiers en service le jour de l'élection, chargés de la sécurité des bureaux de vote et du matériel électoral. Jusqu'alors, ceux-ci ne pouvaient souvent pas voter, car ils étaient affectés à des bureaux de vote éloignés de leur propre domicile. A partir de 2014, la possibilité leur est donnée de voter dans le bureau de vote où ils sont affectés, avant l'ouverture de celui-ci au grand public. Ceci a demandé la mise en place d'une série de mesures logistiques permettant par exemple de garantir le secret du vote. Le vote des forces de police s'est cependant déroulé sans difficultés.

En résumé, le bilan de l'application des nouvelles normes a été plutôt positif, renforçant ainsi l'autorité et la légitimité du TSE. La campagne électorale a cependant été particulièrement mouvementée.

Une campagne électorale houleuse

Dans l'ensemble, la campagne présidentielle a été entachée par différents scandales et par des dénonciations de propagande non autorisée, affectant tous les partis. Le ton de la campagne a été assez agressif, celle-ci étant souvent qualifiée comme étant « sale » (*sucia*). Le TSE a souvent été critiqué de n'avoir eu que peu de contrôle sur les dérapages des différents partis.

D'une part, le président Mauricio Funes a très vite été accusé de prendre trop de place dans les médias, et de détourner les campagnes gouvernementales pour mettre en valeur son parti, gagnant même le surnom de « sixième candidat »²⁷. Avant même que la campagne n'ait officiellement démarré, le gouvernement a commencé à diffuser une série de spots audiovisuels mettant en avant le bilan des cinq dernières années, et les réussites du FMLN au pouvoir. Cette publicité gouvernementale s'est poursuivie tout au long de la campagne, agrémentée par l'omniprésence du Président dans les meetings et événements organisés par son parti, les spots gouvernementaux étant en cohérence avec les spots de campagne, dont le slogan était *Adelante !* (« En avant »). Par ailleurs, dans son émission de radio hebdomadaire *Conversando con el Presidente* (« Dialogue avec le président », diffusée tous les samedis sur les ondes de la Radio Nationale²⁸), Mauricio Funes menait des attaques directes et explicites envers Norman Quijano et l'ARENA, y compris pendant la « trêve électorale », la semaine précédant l'élection, pendant laquelle les partis étaient censés de ne plus faire de propagande. Le surinvestissement des médias par M. Funes était

²⁵ En comptant les votes nuls et blancs (sans compter ceux-ci, le nombre de votes de résidents à l'étranger est de 1909 votes au premier tour et de 2334 au deuxième, selon les chiffres du TSE).

²⁶ Adopté en janvier 2013, le décret ne laissait que peu de temps aux citoyens habitant à l'étranger pour s'inscrire sur les listes électorales. Voir : <http://eltiempolatino.com/news/2013/sep/15/el-salvador-frustrado-voto-en-el-exterior/>

²⁷ <http://www.elfaro.net/es/201401/noticias/14642/>

²⁸ <http://www.transparenciaactiva.gob.sv/conversando-con-el-presidente/>

régulièrement dénoncé par les autres partis, qui accusaient le Président d'utiliser les ressources publiques pour faire campagne.

D'autre part, la campagne du parti ARENA, dont le slogan était *Juntos, vamos a recuperar a El Salvador* (« Ensemble, nous allons récupérer El Salvador »), s'est aussi caractérisée par les attaques directes envers les autres partis. Parmi les plus récurrentes, la mise en scène du passé de guérillero de Salvador Sánchez Cerén, ainsi que des « quatre années d'échecs » du gouvernement de M. Funes. Le parti ARENA affirme que le Président fait campagne à la place du candidat de son parti afin de faire oublier l'identité de celui-ci, dénonce la trêve établie avec les *maras*, et accorde une grande place aux thématiques sécuritaires dans sa campagne. L'association du FMLN et des FARC colombiennes ou du « Socialisme du XXIème siècle » vénézuélien est un élément typique des « campagnes de la peur » (*campañas del miedo*) menées par l'ARENA. Le parti de Norman Quijano est ainsi le plus censuré par le TSE pendant la campagne, ses spots utilisant l'image des candidats ou les signes distinctifs des autres partis, ainsi que des symboles nationaux, ce qui est interdit par les normes.

Les spots de propagande négative, dont la propriété intellectuelle est difficile à déterminer pour certains, sont une constante tout au long de la campagne, et ciblent tous les partis. Par exemple, dans l'un d'entre eux, Maritza Herrera Rebollo, fille d'un ancien ministre assassiné pendant la guerre civile, accuse directement le candidat du FMLN d'avoir commandité la mort de son père. Elle déclare cependant ne pas militer pour le parti ARENA, et assume seule l'amende appliquée par le TSE, qui l'oblige aussi à retirer ses spots télévisés. D'autres vidéos attaquent plutôt le candidat du parti *Unidad*, Tony Saca, en insistant sur le fait qu'« un vote pour Unidad, c'est un vote pour le FMLN ».

Si le TSE censure certains spots et applique quelques sanctions financières aux partis et aux chaînes de télévision qui les émettent, un bon nombre d'entre eux sont diffusés sans aucun contrôle, y compris pendant les périodes de « silence électoral » précédant les élections. Ainsi, avant le premier tour, le TSE exige le retrait d'un spot d'une organisation non gouvernementale, le *Movimiento 300* qui incitait à « voter pour la démocratie, et pas pour les dictatures ». Mais il ordonne aussi à l'entreprise *Alba Petroleos*, financée par des fonds de l'entreprise publique vénézuélienne de pétrole (Venezuela PDV), de retirer son propre spot, dans lequel le candidat Sánchez Cerén apparaissait en train de distribuer des ordinateurs. Il est important de souligner que les moyens dont dispose le TSE pour exercer un contrôle de l'activité médiatique des candidats sont limités, aucun plafond des dépenses de propagande, ni du temps d'antenne, n'étant prévu par les normes existantes.

Un certain nombre de scandales entachent la campagne, dont les accusations sont souvent portées par le Président lui-même. Fin janvier 2014, Norman Quijano est par exemple incriminé d'avoir détourné des fonds publics pour construire un puits privé. Cependant, c'est l'affaire concernant l'ancien président Francisco Flores (ARENA), très actif pendant la campagne, qui va être la plus marquante. Quelques jours à peine avant le premier tour, il est imputé d'avoir reçu 10 millions de dollars en provenance de Taiwan pendant son administration. La destination de ces fonds ne peut être établie, même s'il est possible d'identifier qu'ils ont suivi un circuit caractéristique des opérations de blanchissement d'argent. Suite aux accusations²⁹, la direction du parti ARENA nie tout lien avec ces opérations et pousse Francisco Flores à démissionner du parti. Celui-ci prend la fuite peu après, et est toujours recherché par les autorités publiques.

²⁹ <http://www.laprensagrafica.com/2014/05/01/francisco-flores-acusado-por-fgr-de-apropiarse-15-mill>

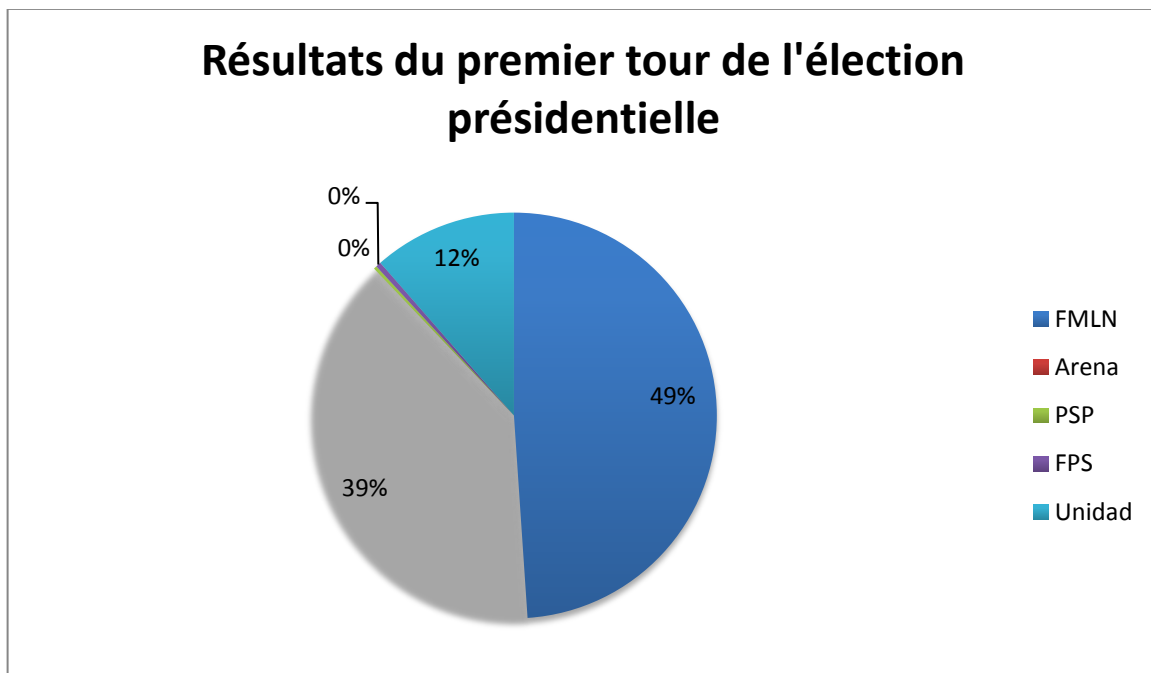
En plus de l’affichage massif auquel font appel les partis, la télévision est aussi particulièrement investie. Un débat télévisé est ainsi organisé le 12 janvier 2014 par l’Association Salvadorienne de Radiodiffuseurs (ASDER), avec l’aval du TSE. Celui-ci n’encourage que peu l’interactivité et le débat entre les candidats, malgré les nombreux points de désaccord entre ceux-ci, et mettent plutôt en mauvaise posture le candidat du FMLN, peu à l’aise devant les caméras.

Le déroulement tendu d’une élection à deux tours

Autant la réussite des programmes sociaux que l’évaluation généralement positive du gouvernement de M. Funes peuvent expliquer le triomphe du FMLN au premier tour de l’élection. Ces résultats étaient cohérents avec ce qu’indiquaient la plupart des sondages publiés depuis le début de la course électorale, même si certains prévoient qu’il n’y aurait pas de second tour³⁰. Ceci d’autant plus que, suite à la scission d’une partie des membres d’ARENA, un troisième groupe politique, UNIDAD, disputait les votes de la droite.

Issu d’une coalition entre le Parti Démocrate Chrétien (PDC), le Parti de Concertation Nationale (PCN) et la Grande Alliance pour l’Unité Nationale (GANAN), le nouveau regroupement politique UNIDAD comptait à sa tête une figure de poids, l’ancien président Tony Saca. Avec un programme qui défendait la poursuite des programmes sociaux de M. Funes, le positionnement ambigu du candidat représentait un des enjeux de la campagne.

Estimé à 46,5%, le taux d’abstention du premier tour du 2 février 2013 a été particulièrement important (il était de 35% en 2009). Avec 48,93%, le FMLN a remporté le plus de voix, suivi par ARENA (38,95% des votes) et loin derrière par UNIDAD (11,4%). Les deux autres partis qui se sont présentés à la course électorale, le Parti Social Progressiste (PSP) et le Parti Fraternité Patriotique Salvadorienne (FPS), n’ont même pas atteint 1% des votes.



Source : Elaboration propre à partir des données du TSE d’El Salvador

³⁰ http://www.nacion.com/mundo/centroamerica/FMLN-presidencia-Salvador-primera-encuesta_0_1390661068.html

Le premier tour a donc bien mis en évidence que l'élection se jouait à deux. De manière générale, le processus électoral du 2 février s'est déroulé sans encombre, mis à part certaines difficultés d'ordre technique et logistique, ainsi que de certaines dénonciations mineures d'actes de prosélytisme. En général, le travail et l'implication de la plupart des membres des bureaux de vote (*Juntas Receptoras de votos, JRV*) et de leurs surveillants (*vigilantes*) respectifs a été jugé comme étant de qualité par les observateurs internationaux³¹. L'« esprit civique » des électeurs et le respect des procédures par ceux-ci ont été par exemple salués par l'Organisation des États Américains (OEA)³². Malgré le contexte de tension sociale vécu par le pays, peu d'incidents violents ont été signalés. Il faut souligner par ailleurs la forte présence de policiers ainsi que des forces armées sur les lieux de vote.

Treize des quatorze départements reviennent au FMLN³³. Seul le département de Cabañas est remporté par ARENA (50,01%). Avec plus de 50% des votes, le FMLN remporte aisément six³⁴ nouveaux départements qui basculent à gauche. Dans les sept autres départements³⁵, les scores atteints ne sont pas du tout négligeables (entre 44% et 49%). Les salvadoriens à l'extérieur votent aussi de manière importante (60,61%) pour le FMLN.

Lors du second tour du 9 mars 2014, le panorama change. D'emblée, le taux de participation passe de 53% à 65%. Sur une carte, en comparant avec l'élection de 2009³⁶, il est possible d'apprécier une certaine stabilité de vote pour les deux partis historiques : les départements de l'Est ont tendance à voter pour le FMLN, tandis que ceux de l'Ouest votent plutôt pour ARENA. Le FMLN perd San Salvador, mais gagne les départements de Ahuachapán et de Morazán. Enfin, le taux de participation en 2009 était de 63%, et la différence des résultats entre les deux partis a été plus importante (2,64%) qu'en 2014 (0,22%).

³¹<http://www.estrategiaynegocios.net/csp/mediapool/sites/EN/CentroAmericayMundo/CentroAmerica/ElSalvador/SVSociedad/story.csp?cid=562990&sid=1426&fid=330>

³²<http://www.elsalvadornoticias.net/2014/02/04/oea-expresa-satisfaccion-por-tranquilidad-y-espiritu-civico-en-elecciones-el-salvador-2014/>

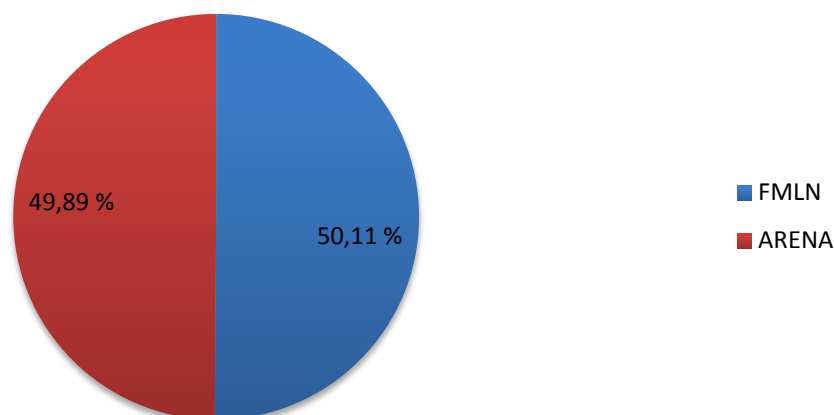
³³ Voir carte électorale : <http://mediacenter.laprensagrafica.com/files/infografias/info10032014segundav.swf>

³⁴ L'Est du pays est remporté haut la main par le FMLN : San Vicente, 50,60%; Usulután, 55,23%; San Miguel, 59,08%; Morazán, 54,10% et La Unión, 52,28%. À l'Ouest, Sonsonate, 54,32%.

³⁵ Les scores pour le FMLN dans l'Ouest du pays oscillent entre 44 et 49% : Ahuachapán, 48,98%; Santa Ana, 45,98%; Chalatenango, 47,12%; La Libertad, 45,12%; San Salvador, 47,19%; Cuscatlán, 44,84% et La Paz, 49,95%

³⁶ Élection à un tour avec la participation exclusive des deux partis historiques.

Résultats du deuxième tour de l'élection présidentielle - 9 mars 2014



Source : Elaboration propre à partir des données du TSE d'El Salvador

Il est important de souligner la force mobilisatrice d'ARENA, qui réussit entre les deux tours à renverser la tendance dans six des départements remportés par le FMLN lors du premier tour. L'ARENA et le FMLN remportent ainsi sept départements chacun. Un exemple marquant de ce renversement de situation est celui du département de *La Unión*, où, alors que le FMLN semblait pouvoir gagner facilement suite aux résultats du premier tour (52,28% contre 39% d'ARENA), c'est l'opposition qui l'emporte, avec 50,10% des votes au deuxième tour. En ce qui concerne le vote à l'étranger, pas de surprise: 63,41% des votes sont pour le FMLN. En outre, malgré la défaite, ARENA fait très bonne figure dans le département de Cabañas: 61,43%. C'est le pourcentage le plus élevé de votes obtenus par un des deux partis pendant cette élection.

Tout comme au premier tour, la journée électorale se déroule sans difficultés. Parmi les irrégularités qui ont pu être remarquées : le prosélytisme de la part des deux partis près des lieux de vote, le "vote familial" (des membres d'une même famille accompagnant l'électeur et votant à sa place), et enfin l'échange "informel" des rôles entre les membres d'un bureau de vote et ceux qui étaient censés les "surveiller". Mais, de manière générale, il est important d'insister sur le bon déroulement de ces élections compte tenu du contexte, mis à part la difficulté des perdants à accepter le résultat de l'élection.

En effet, alors que le dépouillement n'était pas encore terminé, le candidat d'ARENA commence à dénoncer des "fraudes" et demande à ses militants de "défendre leur vote en risquant leur vie si nécessaire"³⁷. Norman Quijano fait même appel à l'armée, dénonçant la partialité du TSE. Néanmoins, l'institution électorale appelle au calme et procède à une comptabilisation minutieuse et transparente des votes, avant de proclamer, une semaine après, Salvador Sánchez Cerén comme gagnant de l'élection. Les dénonciations d'ARENA qui visaient annuler l'élection ont été considérées

³⁷<http://latino.foxnews.com/latino/politics/2014/03/10/el-salvador-too-close-to-call-election-has-both-sides-claiming-victory/>

comme étant irrecevables par les autorités du TSE, et les décisions de l'institution garante du vote ont été respectées.

Quelques semaines avant la prise de fonctions par Salvador Sanchez Cerén le 1^{er} juin 2014, le niveau de violence repart à la hausse³⁸ : plus de 81 homicides ont été recensés en trois jours fin mai, toujours imputés majoritairement aux *maras*³⁹, dépassant ainsi le seuil symbolique des 14 morts par jour. Face à la fragilité de la trêve, le nouveau président semble prendre ses distances par rapport à celle-ci, et revenir à un discours où la répression de la délinquance est prioritaire⁴⁰. Dans ce contexte particulièrement tendu, qui remet en question le bilan du gouvernement de M. Funes, reste donc à savoir dans quelle mesure ce nouveau gouvernement réussira à marquer une rupture tout en restant dans la continuité.

³⁸ <http://www.laprensagrafica.com/2014/05/30/sanchez-recibe-un-pais-afligido-por-inseguridad>

³⁹ http://www.prensalibre.com/internacional/Autoridades-reportan-repunte-homicidios-El_Salvador_0_1145285667.html

⁴⁰ http://www.prensalibre.com/internacional/Sanchez-Ceren-desecha-prioridad-tregua-pandillas-El_Salvador_0_1138086395.html et <http://elcomercio.pe/mundo/latinoamerica/salvador-se-acaba-tregua-entre-maras-noticia-1713568>